

## Les nouveaux axes de la politique européenne

Les résultats électoraux reflètent le détachement des citoyens. Une Europe efficace, dynamique et utile qui transforme le mécontentement en une critique constructive est nécessaire.

Javier García Toni

Le cadre électoral de 2014 a été radicalement différent de celui de 2009. Cette Europe n'est plus la même que celle d'il y a cinq ans, alors que la crise, le chômage, la récession et le désespoir ne nous avaient pas encore ébranlés. Même si la participation s'est située à peu près au même niveau, les résultats ouvrent la porte à une réflexion profonde, fruit des conséquences de la crise économique, dont nous avons pâti au cours de la dernière législature du Parlement européen.

Beaucoup d'aspects se mélangent lors des élections européennes. Les votes sont principalement octroyés en fonction de la situation nationale, malgré les efforts des institutions européennes afin d'euro-péiser la campagne en désignant des candidats communs pour chaque groupe du Parlement pour présider la Commission. Le vote selon une perspective européenne, traditionnellement déterminé par l'axe gauche-droite et plus ou moins d'intégration, s'est vu complété par l'apparition de deux nouveaux axes qu'il ne faudrait pas mépriser. Il s'agit des axes Nord-Sud et citoyens-élites. Ce n'est qu'en tenant compte de tous ces aspects que l'on peut expliquer les résultats. Les nouveaux partis qui ont fait irruption lors de ces élections, anti-européens, populistes et autoritaires, ont recueilli les votes de personnes clairement contraires à l'Union européenne (UE), mais aussi de groupes sociaux qui ne se sentent pas représentés ailleurs. Une partie du vote n'est pas anti-européenne en tant qu'elle est contraire au fonctionnement d'une Union que l'on identifie avec l'austérité, les restrictions budgétaires, la crise, la lenteur, l'inefficacité, le lointain, la bureaucratie, l'élite et la déception. Ceci est, en partie, la faute des gouvernements nationaux eux-mêmes qui utilisent le terme Bruxelles en tant que tête de turc pour ne pas assumer leurs propres responsabilités. Nous l'avons clairement constaté dans le sud de l'Europe : les gouvernements nationaux ne respectent pas leurs programmes électoraux et ils s'excusent d'avoir été « obligés » par, bien sûr, Bruxelles.

L'interprétation des résultats, selon l'axe Nord-Sud s'est révélée surprenante. Les pays les plus touchés par

l'austérité, la *troïka* et la crise, ont voté majoritairement pour des options pro-européennes, Syriza, en Grèce, incluse, qui bien qu'extrêmement critique, est tout de même pro-européenne. Les anti-européens, par contre, ont triomphé dans des pays comme le Royaume Uni, la France, le Danemark ou l'Autriche ; des endroits où la crise n'a pas fait autant de dommages que dans le Sud. La brèche Nord-Sud a éclaté, mais à l'envers : les peuples du Nord ont voté de telle façon qu'ils ont montré qu'ils ne finissent pas de comprendre pourquoi ils doivent assumer la responsabilité des fautes d'autrui. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'« effet troïka » n'a pas eu pour conséquence de rendre le Sud anti-européen. Les populations méditerranéennes restent euro-péistes, bien que critiques, ce qui est digne d'admiration. Ceux qui croient payer pour la crise des autres, par contre, ont opté pour des bulletins anti-européens. Le message transmis est dangereux, car il met en danger la solidarité intra-européenne.

### Lecture selon la perspective nationale

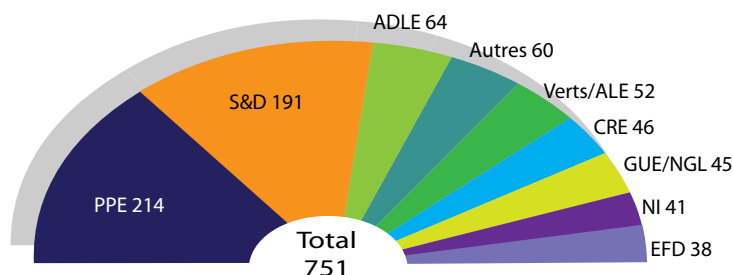
La perspective européenne se mélange cependant à la perspective nationale, qui est toujours plus importante. Les élections européennes sont idéales pour que les électeurs se permettent le luxe de voter ce qu'ils veulent et non ce que leur dicte leur sens de la responsabilité. Le cas du grec Alexis Tsipras, candidat de la gauche européenne pour présider la Commission, est digne d'étude. Tsipras a tout de suite posé sa campagne européenne selon une perspective nationale. Il n'était même pas sur les listes pour devenir euro-député (de même que Jean-Claude Juncker, d'un autre côté). Tsipras, qui a fait en sorte que Syriza remporte les élections en Grèce, a dans ses mains la présidence de son pays, et c'est à eux qu'il parlait lors du débat à cinq du 15 mai. Bien qu'il parle anglais plutôt bien, il a préféré débattre en grec, un clin d'œil à son électorat. Son visage est le plus reconnaissable de la gauche européenne, en particulier dans le sud de l'Europe, ainsi sa

Javier García Toni, chercheur à ESADEgeo (Centro de Geopolítica y Economía Global de ESADE) et cofondateur de la plate-forme Copia a Europa.

Résultats des élections du Parlement européen, 2014

Total en Europe (voix par groupes)

Parti	Sièges	Voix %
PPE	214	28,5 %
S&D	191	25,43 %
ADLE	64	8,52 %
Autres	60	7,99 %
Verts/ALE	52	6,92 %
CRE	46	6,13 %
GUE/NGL	45	5,99 %
NI	41	5,46 %
EFD	38	5,06 %



Pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays Bas, Pologne, Portugal, Royaume Uni, Rep. Tchèque, Roumanie, Suède.

Source : Parlement européen

désignation répondait plutôt à des raisons de marketing que de politique.

Les autres pays, sauf l'Allemagne, ont préféré punir leur gouvernement. En Espagne, bien que le Parti Populaire ait remporté les élections, sa chute est historique. La fragmentation du vote parmi les autres options est la seule raison expliquant sa victoire, qui pourrait ne pas en être une. Le cas particulier de l'Italie, où le Parti Démocratique de Matteo Renzi a obtenu un triomphe notoire, doit être lu de façon différente. Renzi vient d'arriver au pouvoir et il garde encore l'élan nécessaire pour se sentir légitimé en tant que solution, et non comme un problème. L'Espagne, l'Italie et l'Allemagne sont l'exception. Les autres pays ont choisi de passer un savon à leurs gouvernements.

### L'essor des europhobes

Le plus surprenant dans ces élections a été l'irruption des forces europhobes qui ont capitalisé le mécontentement et la désaffection. On les qualifie génériquement d'« eurosceptiques », mais il est important de faire la différence entre europhobie et euroscepticisme. Cet euroscepticisme a été largement représenté par des partis comme les conservateurs britanniques, sceptiques mais non europhobes. Par contre, des partis comme le Front national français, le Parti pour l'Indépendance du Royaume Uni (UKIP) ou le Parti de la Liberté hollandais, sont bien europhobes. Ils ont remporté un succès électoral historique, même s'ils sont encore une minorité, bruyante mais minoritaire, dans le Parlement européen.

Voici le tableau des résultats dans chacun des pays où ils ont concouru : en tête (vainqueur des élections) nous avons le Parti pour l'Indépendance du Royaume Uni (UKIP), le Front National en France et le Parti Populaire Danois au Danemark. À la deuxième place nous retrouvons Jobbik en Hongrie, le Parti de la Liberté en Hollande, les Véritables Finnois en Finlande, Aube Dorée en Grèce et le Parti de la Liberté (FPÖ) en Autriche

sont arrivés troisièmes. La Ligue du Nord a été le quatrième parti le plus voté en Italie et Alternative pour l'Allemagne le cinquième dans son pays.

Cependant, l'effet le plus dangereux des europhobes n'est pas l'influence qu'ils auront sur le Parlement européen. Bien que ces groupes soient nombreux, leur capacité réelle de blocage est très limitée. Le risque potentiel le plus inquiétant est l'effet qu'ils peuvent avoir sur la politique nationale, sur les partis traditionnels de leurs pays respectifs pour capter un électorat volatile qui leur a tourné le dos.

En novembre dernier, David Cameron, premier ministre britannique, écrivait dans une tribune du *Financial Times* que le libre mouvement en Europe devrait être moins libre. L'exemple est absolument clair : qui pourrait penser que David Cameron signerait ce genre de déclaration si l'influence de l'UKIP ne se faisait pas sentir ? Ce même exemple est valable pour les mesures polémiques vis-à-vis des gitans de l'actuel premier ministre français, Manuel Valls. Ou pour l'affirmation de Nicolas Sarkozy de mettre fin à l'espace Schengen. Le risque existe de voir les partis traditionnels adopter certains messages des dits partis populistes. Le calcul électoral l'exige : la perte de votes est bien trop significative pour ne pas prendre certaines mesures sur la question. Cependant, cette lecture est erronée : il s'agit d'étudier comment ils ont réussi à ce que leurs messages pénètrent plus profondément dans la citoyenneté. Les anti-européens se sont mieux débrouillés, même si cela était plus facile pour eux.

Le cas français est l'un de ceux qui inquiètent le plus l'Europe. La France, l'un des moteurs et une partie fondamentale de l'Union, s'est de nouveau fermée sur elle-même, effrayée par la globalisation et le déclin de l'État-nation. La mauvaise situation du Parti socialiste et la division du centre-droit ont laissé la voie libre à l'unique parti qui présentait des solutions face aux problèmes. Des solutions d'un autre siècle, d'une autre époque et très dangereuses, mais des solutions pour une partie de la population qui a peur et qui cherche à quoi

s'accrocher. Le Front national a obtenu 30 % des votes des moins de 35 ans et 43 % de ce que l'on appelle le vote ouvrier en France. Bien qu'il y ait indubitablement une partie idéologique, on ne peut pas analyser ces résultats sans tenir compte du vote de protestation, des citoyens face aux élites. Il s'agit de groupes outsiders, de citoyens qui sortent nettement perdants de la crise, qui ne se sentent pas représentés par la politique traditionnelle, et ce vote comporte un important composant de lassitude, de cri désespéré à la recherche de solutions.

Il existe un autre danger qui, si vous le permettez, sort du cœur. Tous les partis de ton extrémiste et populiste incluent, d'une façon ou d'une autre, le mot liberté, du Parti de la Liberté de Geert Wilders jusqu'au groupe du Parlement européen où se trouve l'UKIP, Europe de la Liberté ou la Démocratie. Ou le groupe que Marine Le Pen prétend former, qui pourrait s'appeler Alliance européenne pour la Liberté. La bataille sémantique est aussi essentielle. Ils sont tous des ennemis de la liberté, et on ne peut pas permettre qu'ils s'approprient ce mot. La liberté, c'est le contraire de ce qu'ils défendent. Se présenter face à une opinion publique désinformée, fatiguée et lasse en portant la liberté comme étendard, c'est quelque chose de très dangereux, parce que le message prend bien, à la différence du message des partis européistes.

Malgré le climat de pessimisme généralisé après les résultats électoraux, ce n'est pas le moment de jeter l'éponge. Les votes articulés autour de l'axe citoyens contre élites qui se sont tournés vers les partis populistes peuvent être récupérés. Pour cela, nous n'avons besoin que d'une Union européenne efficace, qui fonctionne et offre des solutions, en s'adaptant aux rythmes des sociétés sans s'embourber dans les labyrinthes institutionnels. La présence de groupes populistes au Parlement européen a, de ce fait, un versant positif : elle représente un vif stimulus pour que les forces pro-européennes s'efforcent de leur mieux. Avoir un ennemi commun représente un élément fondamental d'union, et pour faire taire les Farage ou Le Pen du moment, il n'y a rien de mieux que d'arriver à des accords pour avancer et doter la politique européenne de cohérence, légitimité et efficacité.

L'axe citoyens-élites, clairement lié à l'axe Nord-Sud, est fondamental dans des pays comme l'Espagne. La grande surprise des élections, PODEMOS [nous pouvons], ne s'explique pas sans cet axe. Contrairement à la Gauche Unie, le vote pour PODEMOS n'est pas tellement idéologique. Le parti de Pablo Iglesias s'est nourri de votes outsiders, de perdants ; de gens au chômage ou aux salaires précaires, insuffisants pour vivre. PODEMOS a volé les votes de la Gauche Unie (GU) et du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), mais surtout de l'abstention. Deux options pointent à l'horizon : ou ils se transforment en une Gauche Unie ou ils deviennent le parti italien Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo. La conformation de ce « Front Large » (terme adopté du

parti uruguayen de José Mujica, au gouvernement) aurait besoin d'inclure le PSOE qu'ils considèrent appartenir à la « caste » (terme adopté du discours de Grillo). Le chemin du Mouvement 5 Étoiles, plus cohérent avec son discours, les conduiraient à bloquer tous les pactes incluant la « caste » que le socialisme espagnol représente.

### Le futur président de la Commission aux mains du Parlement

La construction de légitimité démocratique en Europe est un processus lent, difficile et coûteux. La désignation de Juncker, Martin Schulz, Tsipras, Ska Keller et José Bové ou Guy Verhofstadt a été un pas en avant. La possibilité qu'ouvrirait le Traité de Lisbonne, dont les groupes politiques du Parlement européen ont profité, ne garantit pas que le Conseil européen (qui prend les décisions en dernière instance) accepte le candidat proposé par le Parlement, mais ne pas le faire serait inacceptable. Les candidats, et particulièrement Juncker (le plus voté), doivent faire valoir la force des votes et la phrase lapidaire de Verhofstadt : « ne pas choisir l'un d'entre nous pour présider la Commission serait la fin de la démocratie européenne ».

Le processus de légitimation démocratique de l'UE a besoin de ce premier pas pour continuer à avancer. Si le résultat des élections est ignoré, il sera pratiquement impossible de regagner la citoyenneté la prochaine fois. Ce serait comme le conte de la laitière, personne ne ferait à nouveau confiance à l'utilité de son vote pour changer les choses. Bien qu'elle soit insuffisante, l'élection du président de la Commission à travers le vote est un pas absolument nécessaire dans ce processus de longue portée.

La seule manière de regagner la citoyenneté, tout ce mécontentement perdant qui regarde vers les options extrémistes en tant que dernier espoir pour forcer le changement, c'est de réussir à bâtir une UE efficace, dynamique et utile. Les institutions européennes doivent accepter que, sans légitimité démocratique, sans écouter aussi ces millions de personnes touchées par la crise, elles sont condamnées à l'échec. Nous avons besoin d'un européisme critique qui obtienne des avancées et transforme le mécontentement en une critique constructive. Les recettes des extrémistes ne sont pas les solutions adéquates, mais les forces pro-européennes ne peuvent pas leur permettre d'être les seuls à avoir des recettes. Il ne faut pas leur permettre de capitaliser le mécontentement. Les élections sont une mise en garde très claire : la survie est en jeu. ■